

La primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers (locaux, sectoriels, privés, etc.) est la base des propositions d'ECOLO qui se déclinent également selon les principes suivants :

- la prise en compte du long terme. Le territoire est une " ressource " rare et non renouvelable. Dans une démarche de développement durable, il doit donc être géré avec prudence et économie. Les objectifs à long terme définis par nos gouvernements au niveau européen, fédéral et régional doivent être pris en compte dans chaque décision d'aménagement et d'urbanisme.
- la cohérence entre les différentes politiques. Un développement territorial efficace et durable exige une approche globale et transversale, intégrant les différents facteurs qui influencent le territoire (la mobilité, le développement économique, l'agriculture, la politique de l'environnement, la protection du patrimoine et des ressources, etc.).
- la participation des habitants est une nécessité particulièrement évidente en aménagement du territoire. La qualité du cadre de vie est en effet un objectif commun à tous les citoyens. De plus, chaque habitant est un « aménageur » lorsqu'il choisit son lieu d'habitat, construit ou rénove son logement, utilise un mode de transport, etc. Pour être un bon aménageur, le citoyen doit veiller à la cohérence de son projet avec l'intérêt collectif.
- un changement culturel dans les modes d'habiter doit voir le jour pour répondre tant aux besoins de lien social qu'aux défis écologiques ; en BW comme ailleurs, la notion d'espace devient centrale dans l'idée de bien-être. La densification est perçue comme une mise en cage. Or il s'agit de privilégier un habitat plus dense et plus accessible à tous, mais conservant une grande accessibilité aux parcs, jardins et espaces ruraux, naturels et productifs.

## Nos propositions

**Les défis décrits plus hauts appellent des réponses globales. La politique d'urbanisation devra être mieux contrôlée, plus volontariste. Il faut progressivement recentrer l'habitat, l'activité et les services pour assurer une réponse à aux besoins sociaux, rationaliser les déplacements et améliorer la qualité de vie de tous.**

**Par ailleurs, vu l'actualité institutionnelle, les responsables politiques du Brabant wallon doivent collaborer au projet de « communauté métropolitaine » pour créer avec Bruxelles une relation de complémentarité solidaire.** Car la réflexion sur le territoire du Brabant wallon ne saurait se faire de manière indépendante. Malgré les multiples frontières administratives, le territoire brabançon fait partie de l'espace métropolitain bruxellois, ce qui est d'ailleurs en train d'être reconnu officiellement par la création d'une « communauté métropolitaine » dont les contours sont encore flous. Le BW est aussi relié au Hainaut via des bassins d'emploi de l'axe sud-ouest et à l'axe « lotharingien » vers le sud-est.

Dans l'offre de logements, de services et d'espaces pour l'activité économique, il est impératif de discerner pour chaque type d'activité la meilleure localisation pour répondre aux défis écologiques, sociaux et d'accessibilité. Une concertation étroite doit également s'instaurer entre les sociétés de transport en commun. Une planification à long terme devrait soutenir cette complémentarité. C'est sans doute la tâche qui attend la nouvelle structure de communauté métropolitaine.